

L'Adresse—M. Riis

J'ai été vraiment déçu, monsieur le Président. Cela vient s'ajouter à des mois et des mois de déception. Je suppose que nous espérons un gouvernement compatissant, intègre et honnête avec les Canadiens.

Je me rappelle avoir entendu le premier ministre (M. Mulroney) répéter à je ne sais combien de reprises qu'il fallait mettre un terme au népotisme. Au cours des célèbres débats de 1984, il s'est étendu assez longuement sur la question du népotisme. Les choses ont-elles changé? Oui, elles ont empiré. Nous constatons actuellement que le premier ministre choisit des personnalités bien connues parmi les conservateurs canadiens comme Dalton Camp et les nomme au bureau du Conseil privé, qui n'est pas un bureau politique mais bien un bureau gouvernemental.

Puis le premier ministre a déclaré que le genre de favoritisme auquel les libéraux nous avaient habitués devait prendre fin. Or nous avons assisté à une très forte recrudescence du favoritisme au Canada dernièrement. L'exemple le plus frappant qui a récemment fait couler beaucoup d'encre est celui de l'intervention du premier ministre ayant pour objet de faire déplacer une prison dans sa propre circonscription, une circonscription du Québec qui a déjà reçu des dizaines de millions de dollars d'aide fédérale. J'aimerais demander à mes amis d'en face, notamment à ceux qui représentent les régions du Canada, si leur circonscription a bénéficié de dizaines de millions de dollars en aide fédérale. Non, monsieur le Président, ce n'est pas le cas, mais, pour ce qui est de la circonscription du premier ministre, la réponse est oui.

Nous avons vu l'art de l'assiette au beurre et du favoritisme atteindre de nouveaux sommets. Je me souviens d'avoir vu le premier ministre du Canada reprocher à l'ancien premier ministre, M. Trudeau, d'avoir créé une sorte de bureau politique en s'entourant de 60 fidèles partisans, ce qui était inacceptable. Ce genre de situation ne conviendrait pas, selon lui, sous un nouveau gouvernement conservateur. Il avait raison. Jugeant la situation inacceptable, le premier ministre actuel a doublé les effectifs de son bureau, de sorte que les fidèles qui l'entourent sont actuellement au nombre de 120.

Les changements que le nouveau gouvernement a apportés ont essentiellement empiré la situation que nous avons connue sous le gouvernement libéral précédent. Venant de la Colombie-Britannique, je m'inquiète de l'absence de tout programme d'action dans le discours du trône.

Les gens de cette province ont beaucoup souffert de la négligence du gouvernement. Il leur faudra bien des décennies avant de se remettre des programmes du gouvernement provincial. Une décision annoncée l'autre jour est venue s'ajouter à la mesure déjà extrêmement néfaste du gouvernement fédéral qui, par le projet de loi C-96, a sensiblement comprimé les fonds destinés à l'enseignement postsecondaire. Il a effectué des réductions de millions de dollars qui auraient normalement été versés aux provinces pour contribuer à la formation des jeunes. D'ici cinq ans, des provinces comme la Colombie-Britannique vont subir des réductions de plus de 60 millions dans les paiements de transfert au titre de l'enseignement postsecondaire.

Comment a réagi le ministre chargé de l'enseignement postsecondaire dans le gouvernement Vander Zalm de Colombie-

Britannique? Le ministre, Russ Fraser, a dit, comme le rapporte le *Province* de Vancouver du dimanche 5 octobre:

Les gens pauvres ne devraient aller à l'école que s'ils en ont les moyens...

Selon Russ Fraser, ministre chargé de l'enseignement postsecondaire, il est peut-être temps que les gens modifient leurs priorités.

«Ils devraient peut-être remettre leurs études s'ils n'ont pas les moyens de les payer...»

Et cet homme est chargé de l'enseignement postsecondaire en Colombie-Britannique! Il prétend que ceux qui ne viennent pas de familles relativement riches feraient bien de renoncer à s'instruire par les temps qui courent. Voilà ce qu'on entend dans une des régions les plus riches d'un des pays les plus favorisés du monde. Le ministre chargé de l'enseignement postsecondaire est en train de nous annoncer une future société élitiste où seuls les enfants des familles relativement riches pourront profiter de l'enseignement postsecondaire.

M. Robinson: C'est un conservateur.

M. Riis: C'est un conservateur, en effet. Je tiens à rappeler à mes collègues d'en face que s'ils ne changent pas leur fusil d'épaule en présentant des programmes qui compenseront les effets des lois rétrogrades de la Colombie-Britannique adoptées par le gouvernement créditiste, ils feraient bien de consulter l'un de leurs anciens collègues, M. John Reynolds. M. Reynolds a déjà siégé quelque temps à la Chambre des communes. Il était dernièrement candidat à la direction du parti du crédit social en Colombie-Britannique. Il a été battu, mais il a bien dit quand même que le premier ministre ne comprend qu'une chose, les sondages, et que le gouvernement fédéral enlève 12 p. 100 à la Colombie-Britannique, mais ne lui rend que 3 à 4 p. 100 par le biais de sa politique des achats. Le premier ministre a dit vouloir changer cet état de choses, a déclaré M. Reynolds, mais il nous a laissés tomber en faisant fi de notre province. Il a ajouté que rien n'avait changé depuis le gouvernement libéral précédent et que si les conservateurs ne modifiaient pas leurs programmes, il ne leur resterait plus un seul député fédéral en Colombie-Britannique après les prochaines élections.

Je crois que John Reynolds a raison. Si le gouvernement actuel ne réoriente pas sa politique en faveur des régions et de tous les Canadiens, il ne réussira pas à faire élire un seul député conservateur dans ces régions-là.

M. Malone: Mettons Reynold à la direction du NPD.

M. Riis: J'entends des grognements dans les bancs d'en face. Malheureusement, la ministre qui vient de prendre la parole nous a quittés. J'allais lui rappeler le genre de moralité que son gouvernement apporte au pays, semble-t-il.

• (1640)

Il n'y a pas longtemps, dans un discours prononcé à Toronto, la ministre aurait déclaré ceci, d'après un grand journal de la métropole: «Il existe un motif sous-jacent commun à toutes les entreprises, c'est l'appât du gain». Elle a ajouté ceci: «Il n'y a rien de mal à cela. Nous soutenons cette motivation partout où elle se manifeste». C'était la ministre d'État aux Finances d'alors qui disait que les conservateurs appuyaient l'appât du gain partout où ils le pouvaient, partout où il se manifestait, et que c'était la force qui fait avancer notre pays. Je veux me dissocier, moi et mon parti, de cette déclaration; nous ne croyons pas que la cupidité sort une force motivatrice ni qu'elle